

et Israël, qui complique le mouvement en vue de l'établissement d'une paix globale plutôt que d'y contribuer. Ils affirment notamment que les accords ne constituent pas le fondement d'un règlement équitable parce qu'ils n'envisagent pas de solution adéquate à la question palestinienne. Mais tel n'est pas l'objet des accords, lesquels prévoient la mise sur pied d'un mécanisme qui permet la négociation de questions fondamentales sous réserve de la volonté des parties de se joindre aux négociations. Les représentants des gouvernements arabes avec qui j'ai discuté entretiennent, à mon avis, des doutes sincères au sujet des accords de Camp David, mais les positions générales qu'ils ont adoptées et l'espoir qu'ils entretiennent de voir les États-Unis exercer leur influence sur Israël pour l'amener à se retirer des territoires occupés et à reconnaître les droits des Palestiniens, ne peuvent tenir lieu de négociations.

Il n'y a que d'authentiques pourparlers autour d'une même table qui puissent aboutir à des ententes territoriales et autres qui soient satisfaisantes. Il est essentiel toutefois, pour le succès de ces pourparlers, que les Palestiniens soient encouragés à s'y joindre. A cette fin, ils doivent être fondés à croire que la période intérimaire de cinq ans prévue dans les accords peut être pour eux un moyen d'acquérir un degré très élevé d'autonomie d'ici à ce que soit négocié le statut définitif de la rive occidentale du Jourdain et de la bande de Gaza.

Les gestes qui semblent préjuger de la forme d'un accord éventuel sur le statut de la rive occidentale et de Gaza sont de nature à décourager les Palestiniens de participer au processus de Camp David. La mise sur pied de colonies israéliennes dans ces territoires, l'exploitation de leurs ressources naturelles, l'eau notamment, et l'intégration croissante de leur infrastructure à celle d'Israël amènent les Palestiniens à soupçonner le gouvernement de vouloir intégrer ces territoires au pays et d'empêcher leur retour à une administration arabe. Les Palestiniens avec qui je me suis entretenu, même les plus modérés, n'accepteront aucune solution donnant à Israël et à ses citoyens ce genre de contrôle sur la rive occidentale et sur Gaza. Prises ensemble, ces deux zones sont beaucoup moins grandes que le territoire traditionnellement réclamé par les Palestiniens. Le fait que plusieurs d'entre eux soient disposés à accepter ces zones constitue déjà une énorme concession.